

Avis de Terres en vues société pour la promotion de la culture autochtone aux consultations publiques sur le projet d'une politique de développement culturel de la Ville de Montréal.

Mars 2017

Le Montréal qui se fait

Rousseau opposait la fête populaire, lieu de démocratie culturelle fusionnelle, au théâtre conventionnel où le spectateur doit se taire et écouter.

Montréal est bien plus qu'un ensemble immobilier avec un nombre important de personnes habitant côte à côte, dont les statistiques démographiques suffiraient à nous donner un tableau juste. C'est une cité vivante, inscrite dans une histoire plurimillénaire, bien au-delà des 375 ans de la fondation officielle, un ensemble organique ouvert sur la planète par mille liens de parenté et d'échange, un espace en constante évolution au rythme des saisons et des migrations. Un sentiment d'appartenance émane des grands et petits moments de la vie communautaire, depuis les escaliers qu'on déneige jusqu'aux terrasses qu'on envahit aux premières tiédeurs du printemps, des carrés rouges qui clament sur nos poitrines aux espaces verts où on fait pause, des matchs de l'Impact aux virées estivales de l'OSM, de la musique live dans le métro au défilé de la St-Patrick, de la taverne à la cuisine en passant par la clinique des bons docteurs Juneau et Thomas jusqu'au marché public où on rouspète sur le prix des choux fleurs.

C'est le citoyen qui crée sa propre expérience et son milieu y compris dans son usage des outils numériques. Les écrans ouvrent le champ des médias sociaux bien plus qu'elles n'enferment dans un enclos individualiste : le recul de la télévision conventionnelle en est preuve concomitante.

Cette effervescence qui fait la ville, qui nous fait comme Montréalais, est un bouillon de culture où s'agite sans relâche une frange citoyenne créative, hyperactive, qui dans une énergie que nul Ritalin ne vient tempérer, bouge mer et monde de son élan, tout en gardant un pied sur terre, ici-même sur l'île de Montréal.

Un collègue me disait : si un plan d'affaires avait été un préalable à la création de Terres en vues, il aurait fallu dès le départ déclarer forfait puisque ce que nous avons réalisé en 27 ans d'existence, aurait été alors qualifié de mission impossible. Et, tout fiers soyons-nous du chemin incroyable que les arts autochtones ont connu en ce pays et en cette ville, et de l'apport certain de Terres en vues à ce progrès, nous savons que ce miracle d'incubation, qui consiste à faire grandir les enfants que la médecine technocratique s'a diagnostiqués comme morts à la naissance, est le fait de multiples intervenants et artistes de la formidable mouvance culturelle de Montréal.

Il y a les arts de la rue, les arts classiques, les arts du cirque, et aussi les arts numériques. Et des hybridités inattendues.

Par définition, la créativité déborde les cadres étroits où on voudrait qu'elle soit sagement canalisée. Il y aura toujours à côté de regroupements et des collectifs, d'irréductibles individualités rétives à se ranger sous les drapeaux de la modernité. Et il y a de fortes chances que ce soit de là qu'émergent les avant-gardes de demain. Car les modes passent alors que la vie, elle, se poursuit inlassablement avec des tours et détours le plus souvent imprévisibles.

Un cadre trop étroit

La proposition de politique culturelle, il serait intéressant de la passer à une analyse quantitative pour savoir exactement combien de fois de plus les mots économie et numérique sont écrits par rapport aux termes art et création

Car, en parcourant le texte qui comporte à bien des égards, dans les limites de sa perspective tronquée, des choses fort pertinentes, on se prend à penser que les auteurs vont bientôt suggérer que les Beaux-Arts deviennent une simple annexe des HEC. Et que le patrimoine des Premières Nations de ce territoire et les arts autochtones qui s'y pratiquent soient casés dans la rubrique des attractions touristiques où on devra les « structurer » (p. 96)

On confond, dès les premières pages, initiative structurante et entrepreneuriat, comme si toute innovation ne passait que par un « modèle d'affaires ».

Tout cela ne pourrait prêter qu'à douce ironie. Cependant, la fonction publique aura vite fait de transbahuter les formulations en formulaires, et les énoncés en diktats. Attention danger : ce sont des exclusions et des excommunications qui se profilent derrière un langage techno-fonctionnaliste niveleur.

Le titre déjà annonce une dictée professorale, avec l'expression « savoir conjuguer » (plutôt que simplement « conjuguer »). On en serait à « un point de bascule » où tous les intervenants dans un grand devoir de patriotisme municipal se voient enjoint de se ranger en bataillon serré dans des agglomérats arts-affaires pour gagner la guerre des métropoles. Hors de la concertation, point de salut. Aux armes numériques, citoyens culturels! Mobilisation générale.

Pour pasticher Raoul Duguay, nous affirmons ici contre tout réductionnisme qu'il y a plus d'affaires dans l'affaire que les affaires. Richard Desjardins dirait lui qu'il ne faut pas embarrer le monde dans une chambre de commerce.

Et donc au lieu de parler des vraies affaires, pourquoi ne pas parler du vrai monde?

1984 ou 2017

Une politique culturelle devrait être un acte d'orgueil et d'humilité. Orgueil de s'écrire dans un milieu aussi fort de ses fécondités. Et humilité devant ce qui la dépassera toujours.

La part dominante des outils numériques dans la société actuelle amène son lot d'opportunités et de défis. Les industries culturelles doivent opérer dans ce contexte des restructurations majeures. Mais il y a une sorte d'abdication, si on se place du point de vue du développement culturel et artistique, à y voir tout de go, sans préambule ni précautions, une nouvelle ère. Car dans cette métaphore en l'ère, il y a des dinosaures qu'on voit (qu'on souhaite voir?) s'éteindre; il y aura toujours un autoritarisme qui pointe sous un discours darwinien où on prétend désigner d'avance ceux qui sont désormais aptes à survivre.

L'organisation des arts à Montréal passe par des modes variées, OBNL, collectifs d'artistes, ateliers coopératifs, artisans individuels, associations éphémères, organismes pérennes...

À l'intérieur de cette fluidité se forgent des alliances et des partenariats, il faut le saluer et appuyer de telles initiatives, la politique culturelle se doit de l'énoncer. Mais la Ville n'a pas à notre avis à claironner un quelconque « modèle typiquement montréalais de concertation » (p.87) décrété d'en haut; mais plutôt elle doit souligner les convergences et les consensus qui sont des résultats des forces du milieu et qui viennent de la base (comme on le fait à la section 11.1 page 83).

Le projet de politique culturelle qu'on nous amène pour consultation est rempli de bonnes choses toutes importantes et nécessaires mais finit par oblitérer la vue d'ensemble à force de ne plus distinguer les niveaux. Poussant plus loin le bouchon que Maître Machiavel, les moyens deviennent, en ce texte initial, la fin. Et la citoyenneté, notion plurielle, se noie dans une vision diluée du citoyen (au singulier) comme consommateur plutôt que créateur. Alors même que la politique culturelle doit répondre à un appel collectif et non à des consommateurs éparpillés.

Savoir embrasser l'expérience montréalaise à l'ère de la diversité

Bref une réécriture et un recadrage s'imposent avec une vue plus large et des notions plus claires de façon à mieux représenter la réalité montréalaise et à mieux situer les pistes d'interventions de la Ville.

S'il y a changement de paradigme, ce n'est pas selon nous d'abord dans les bouleversements des usages que commande la numérisation croissante des pratiques sociales, phénomène universel auquel Montréal doit s'adapter comme toutes les grandes villes du monde (implacable réalité que la politique culturelle se doit de considérer, bien sûr!)

Mais bien dans la diversité élargie qui devient la marque de commerce du lieu. Diversité des pratiques artistiques, multiplication des genres, hybridation des disciplines, d'une part. Reconnaissance de la diversité première, celle des premiers peuples. Place plus évidente à donner à la diversité, particulièrement celle issue des vagues d'immigrations plus récentes. Dans

ce contexte, il y a un nouvel inventaire des héritages dans lequel les legs des cultures françaises et anglaises se voient enrichis d'apports multiples. La crise récente provoquée par une simple vidéo promotionnelle du 375<sup>e</sup> est symptomatique de l'émergence d'une nouvelle identité montréalaise qui cherche ses repères. Voilà le grand chambardement culturel auquel les artistes ont vocation de répondre.

En terminant par les premiers peuples

Il y a ici des erreurs mineures à corriger. Tout en reconnaissant l'excellence du travail muséal qui se fait au site historique de la Maison St-Gabriel, il est exagéré de considérer comme on le fait (p.74) qu'il s'agit d'un endroit consacré entièrement aux cultures autochtones, comme c'est le cas pour le festival Présence autochtone (f minuscule à festival svp) ou le Wapikoni mobile. Le Printemps autochtone d'art est une initiative d'Ondinnok, avec l'appui du réseau Accès Culture qui n'en est pas, à proprement parler, l'organisateur bien que ce projet se tienne sous son égide. Et la note sous la photo de la page 86 devrait se lire : *Un monde qui s'achève, Lola* de Yves-Sioui Durand (et non *Un monde qui s'achève, Lola*)

Mais, plus important, il faudrait que l'énoncé de la Politique culturelle soit congruente avec ce qui est en train d'advenir. Quand on connaît les ambitieux projets de reconnaissance du patrimoine et des arts vivants des peuples autochtones (avec un p minuscule; comme dans peuple québécois) qui se dessinent pour les années qui viennent et dont le texte fait mention (p. 74), il serait pertinent d'en faire un objectif en soi avec des priorités spécifiques. (chapitre 13)